



COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 8 AVRIL 2015**

MENTION D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du mercredi 8 avril 2015, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, mardi 14 avril 2015 dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le 2 avril 2015, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mercredi 8 avril 2015 à 19 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1-Approbation du procès-verbal de la réunion du 24 mars 2015.
- 2-Affectation des résultats de fonctionnement et d'exploitation 2014 des 3 budgets
- 3-Vote du taux des taxes directes locales pour 2015
- 4-Vote du budget primitif 2015 pour la Commune et les services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- 5-Travaux de réfection des voies communales - Programme 2015 - 1^{ère} tranche - Avenue Jean Moulin -Reconduction du marché passé avec « S.V.C.R. »
- 6-Chapelle « Notre-Dame de Pitié » - Modification du plan de financement et demandes de subventions
- 7-SYMIELECVAR - Groupement de commandes d'achat d'électricité et transfert de compétence optionnelle n° 8 « Maintenance Eclairage Public »
- 8-Règlement intérieur du personnel communal
- 9-Médiathèque :
 - Convention de partenariat avec l'association « Bilbok »
 - Politique documentaire (Charte des collections)
 - Charte du bibliothécaire volontaire
- 10-Prêt de matériel et de locaux communaux aux associations - Annulation de la délibération du 21/06/2012 relative au versement d'une caution
- 11-C.N.F.P.T. - Convention-cadre pour la formation en 2015 des agents communaux
- 12-Convention d'utilisation du stade de La Roguère avec l'association L'Entente Sportive du Bessillon » - Délibération du 20 décembre 2011 - Non reconduction
- 13-Convention 2015 avec la SPA pour limiter la prolifération des chats libres sur la Commune -
- 14-Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, **le mercredi 8 avril 2015**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre -- LANGE Gaby - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - TORRESILLA Claude - REES Pénélope - VOLANTE Florence - MIONET Marie-Thérèse - GAQUIERE Ingrid - COEURDEUIL Yves - BOULE-AMPHOUX Isabelle - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : M. BENTOUMI Christian (procuration donnée à Claude TORRESILLA).

soit 26 présents et 1 pouvoir donc 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

1-Approbation du procès-verbal de la réunion du 24 mars 2015.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 mars 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

M. KINET prend la parole pour indiquer sa désapprobation quant à la teneur de ce procès-verbal qui ne fait pas référence à une suspension de séance lors de la sortie de la salle de M. le Maire pour aller récupérer un courrier dans son bureau. Il précise d'autre part que, d'après lui, l'intervention de M. le Maire lors de laquelle il a donné lecture du courrier de l'Avocat-Conseil de la Commune relatif à la D.I.A. « JAPEL », n'a pas eu lieu au moment prévu (après le DOB au lieu de pendant le compte-rendu des décisions prises par délégation du Conseil Municipal). M. KINET demande en conséquence que la délibération du 24 mars 2015 faisant référence à la décision de retrait du droit de préemption sur le terrain JAPEL soit supprimée du procès-verbal.

M. le Maire répond que la délibération relative au compte rendu des décisions prises en vertu des délégations reçues du Conseil Municipal a été votée le 24 mars 2015 et ne peut donc être supprimée. Il propose à M. KINET de ne pas approuver le procès-verbal s'il ne lui convient pas.

Puis M. le Maire, questionné par M. TORRESILLA, puis par M. COEURDEUIL, revient sur les motivations qui l'ont amené à retirer le droit de préemption de la Commune sur les terrains JAPEL.

L'intervention détaillée de chaque intervenant sera transcrite dans le procès-verbal de la réunion.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 mars 2015,

A la majorité : 3 CONTRE : MM. KINET-TORRESILLA-BENTOUMI

4 ABSTENTIONS : MM. VERDON-COEURDEUIL-PAZ - Mme BOULE-AMPHOUX

APPROUVE ce document.

2-Affectation des résultats de fonctionnement et d'exploitation 2014 des 3 budgets

COMMUNE

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent de fonctionnement constaté au Compte Administratif du Budget Communal de l'exercice 2014 pour un montant de CINQ CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE CINQUANTE HUIT EUROS SOIXANTE DOUZE CENTIMES (582.058,72 €)

Après en avoir délibéré,

A la majorité 2 abstentions : MM. FOURNEL et GAULET

VOTE l'affectation d'une partie de cet excédent de fonctionnement, soit 150.000 €, représentant le montant de l'annuité « capital » de remboursement d'emprunt pour l'année 2015, à la section d'investissement (article 1068)

VOTE le maintien du solde de ce montant, soit 432.058,72 €, en apport à la section de fonctionnement (article 002) du Budget de la Commune de l'exercice 2015 .

EAU

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent d'exploitation constaté au Compte Administratif du Budget du Service Public de l'Eau Potable de l'exercice 2014 pour un montant de DEUX CENT CINQUANTE SIX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DIX SEPT EUROS QUARANTE CENTIMES (256.477,40 €)

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 abstentions : MM. FOURNEL et GAULET

VOTE le maintien de ce montant, soit 256.477,40 €, en apport à la section d'exploitation (article 002) du Budget du Service Public de l'Eau Potable de l'exercice 2015 .

ASSAINISSEMENT

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent d'exploitation constaté au Compte Administratif du Budget du Service Public de l'Assainissement de l'exercice 2014 pour un montant de DEUX CENT VINGT MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT HUIT EUROS SOIXANTE SEPT CENTIMES (220.488,67 €)

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 abstentions : MM. FOURNEL et GAULET

VOTE le maintien de ce montant, soit 220.488,67 €, en apport à la section d'exploitation (article 002) du Budget du Service Public de l'Assainissement de l'exercice 2015 .

3-Vote du taux des taxes directes locales pour 2015

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré à propos des taux d'imposition applicables en 2015 aux bases d'imposition notifiées de chacune des trois taxes directes locales,

CONSIDERANT le produit fiscal attendu, et de là, déduction faite de la compensation financière, le produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget,

A la majorité : 2 CONTRE : MM. FOURNEL et GAULET,

DECIDE de maintenir les taux appliqués en 2014 et donc, de les fixer comme il suit pour 2015 :

- TAXE D'HABITATION..... 11,50 %
- FONCIER BATI..... 16,60 %
- FONCIER NON BATI..... 87,31 %

DIT que le produit fiscal attendu pour 2015, résultant de l'application de ces taux, s'élèvera au montant de UN MILLION SEPT CENT SOIXANTE DOUZE MILLE SIX CENT SOIXANTE SIX EUROS (1.772.666 €).

4-Vote du budget primitif 2015 pour la Commune et les services publics de l'eau potable et de l'assainissement

COMMUNE

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2015 de la Commune dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 3 CONTRE : MM. FOURNEL -GAULET-Mme BOULE-AMPHOUX

4 ABSTENTIONS : MM. TORRESILLA-BENTOUMI-VERDON-COEURDEUIL

ADOpte le projet de budget primitif 2015 de la Commune

ARRETE, pour l'exercice 2015,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de SIX MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT QUATRE EUROS SOIXANTE SEPT CENTIMES (6.302.384,67 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de SIX MILLIONS TROIS CENT DEUX MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT QUATRE EUROS SOIXANTE SEPT CENTIMES (6.302.384,67 €)

DIT que les traitements et indemnités suivront les augmentations éventuelles en cours d'exercice.

EAU

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2015 du Service Public de l'Eau Potable dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 2 CONTRE : MM. FOURNEL et GAULET

ADOpte le projet de budget primitif 2015 du Service Public de l'Eau Potable,

ARRETE, pour l'exercice 2015,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CINQ CENT TRENTE QUATRE MILLE NEUF CENT HUIT EUROS QUATRE VINGT QUATORZE CENTIMES (1.534.908,94 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CINQ CENT TRENTE QUATRE MILLE NEUF CENT HUIT EUROS QUATRE VINGT QUATORZE CENTIMES (1.534.908,94 €)

ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2015 du Service Public de l'Assainissement dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 2 CONTRE : MM. FURNEL et GAULET
1 ABSTENTION : Mme BOULE-AMPHOUX

ADOpte le projet de budget primitif 2015 du Service Public de l'Assainissement,

ARRETE, pour l'exercice 2015,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE QUATRE CENT VINGT SIX
EUROS TRENTE TROIS CENTIMES (1.194.426,33 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE QUATRE CENT VINGT SIX
EUROS TRENTE TROIS CENTIMES (1.194.426,33 €)

5-Travaux de réfection des voies communales - Programme 2015 - 1^{ère} tranche - Avenue Jean Moulin -Reconduction du marché passé avec « S.V.C.R. »
--

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 7 mai 2013, le Conseil Municipal a autorisé la signature du marché de travaux à bons de commande avec l'Entreprise « S.V.C.R. » pour la réalisation des travaux de réfection des voies communales pour un an renouvelable trois fois.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux, qui informe le Conseil Municipal qu'il doit maintenant se prononcer sur les modalités de reconduction du marché à bons de commande pour 2015, conformément aux dispositions du contrat passé avec l'Entreprise « S.V.C.R. ».

Suite à la réunion de la commission communale chargée des travaux, il propose que soit inscrite, au programme 2015, la première tranche de réfection de l'avenue Jean Moulin.

M. DEBAQUE donne connaissance à l'assemblée de l'estimation financière globale de cette opération, établie par la SPL « ID 83 » via le Pôle Technique Provence Verte, d'un montant total arrondi de 353.500 € TTC, et propose qu'une première tranche soit programmée sur 2015 pour un montant de 150.000 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint aux Travaux,
Considérant les termes du marché à bons de commande passé avec l'Entreprise « S.V.C.R. » en 2013,

Considérant les conditions énoncées dans ce contrat (notamment les seuils de 100.000 € TTC minimum et 800.000 € TTC maximum de travaux dans l'année civile)

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 ABSTENTIONS : MM. KINET-TORRESILLA-BENTOUMI-FOURNEL-GAULET,

ARRETE la programmation 2015 des travaux de réfection des voies communales par l'entreprise « S.V.C.R. » comme suit :

- Avenue Jean Moulin (1^{ère} tranche) pour un montant de 150.000 € TTC

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires à cette commande de travaux et à signer tout document en découlant

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitres 011 et 21).

6-Chapelle « Notre-Dame de Pitié » - Modification du plan de financement et demandes de subventions

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 22 janvier 2015, la décision a été prise de lancer les travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié », classée « Monument Historique ».

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture et au Patrimoine.

Mme INGRASSIA informe l'assemblée que le Dossier de Consultation d'Entreprises a été remis à la Commune par l'Architecte en Chef des Monuments Historiques, M. TRUBERT, pour les travaux de la tranche ferme (extérieurs (façades et toiture) et décors) L'estimation financière des travaux était jointe à ce dossier. Il s'est avéré une différence sensible entre l'estimation initiale établie par la D.R.A.C. (176.075 € HT) et celle de M. TRUBERT (290.000 € HT).

Cette récente estimation comprend :

-M.O.E.....	19.000 €
-Travaux de restauration des extérieurs.....	222.000 €
-Travaux de restauration des décors.....	24.000 €
-Aléas de chantier et hausses de prix.....	25.000 €
<u>TOTAL.....</u>	<u>290.000 €</u>

Le nouveau plan de financement de l'opération peut maintenant être arrêté comme suit :

-Subvention de la D.R.A.C. (45 % de 176.075 €).....	79.233 €
-Subvention de la D.R.A.C. (50 % de 200.000 €).....	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »).....	29.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine).....	20.000 €
-Autofinancement (21 %).....	61.767 €
<u>TOTAL.....</u>	<u>290.000 €</u>

Mme INGRASSIA fait remarquer à l'assemblée que le montant de l'autofinancement est inférieur à celui prévu initialement : 61.767 € contre 69.235 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce nouveau plan de financement prévisionnel.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture et au Patrimoine,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 ABSTENTIONS : MM. FOURNEL et GAULET,

PREND ACTE de l'estimation des travaux établie par M. TRUBERT, Architecte en Chef des Monuments Historiques pour un montant total de 290.000 € HT pour les travaux de la première tranche soit ceux concernant les extérieurs (façades et toiture) et les décors

ARRETE le nouveau plan de financement des travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » comme proposé par Mme INGRASSIA, soit :

-Subvention de la D.R.A.C. (45 % de 176.075 €).....	79.233 €
-Subvention de la D.R.A.C. (50 % de 200.000 €).....	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »).....	29.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine).....	20.000 €
-Autofinancement (21 %).....	61.767 €
TOTAL.....	290.000 €

SOLLICITE une subvention auprès de la Région au titre de l'enveloppe « Patrimoine et Inventaire » à hauteur de 10 % du montant HT des travaux,

SOLLICITE un fonds de concours auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence au titre de l'enveloppe « Patrimoine » à hauteur de 20.000 €,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires et à signer tout document en découlant

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitres 20 et 23).

7-SYMIELECVAR - Groupement de commandes d'achat d'électricité et transfert de compétence optionnelle n° 8 « Maintenance Eclairage Public »

Groupement d'achat d'électricité

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR, qui rappelle à l'assemblée que la suppression des Tarifs de Vente Régulés est programmée pour les consommateurs finals domestiques et non domestiques ayant des locaux raccordés avec une puissance souscrite égale ou supérieure à 36 kVa (tarifs «jaune» et tarifs «vert») le 31 décembre 2015.

Au 1^{er} janvier 2016, les acheteurs soumis au Code des marchés publics ou à une procédure obligatoire de mise en concurrence, notamment les collectivités territoriales et les établissements publics, devront avoir signé un nouveau contrat en offre de marché avec un fournisseur de leur choix. A défaut, ils s'exposent à subir une interruption de service puisque leur contrat au tarif réglementé aura disparu et qu'ils n'auront dès lors plus de contrat de fourniture d'électricité.

Dans ce cadre, le regroupement de ces pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, acheteuses d'électricité, de fournitures et de services en matière d'efficacité énergétique, est un outil qui, non seulement, leur permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence mais, également, assure une maîtrise de leur consommation d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable.

Dans ce contexte, le SYMIELECVAR a consulté l'ensemble des communes adhérentes en vue de connaître leurs intentions en la matière et s'ils comptaient profiter de la mise en place d'un groupement de commandes d'achat d'électricité et services associés afin de permettre aux acheteurs soumis aux dispositions précitées de se mettre en conformité avec la loi, tout en optimisant la procédure de mise en concurrence.

La commune a répondu favorablement à cette enquête.

Afin de préparer le futur marché de fournitures, il est nécessaire que la commune adhère au groupement de commandes sur la base de la convention de groupement jointe à la présente délibération qui fixe les droits et devoirs de chacune des parties.

Une fois que le SYMIELECVAR aura recueilli l'ensemble des délibérations des membres souhaitant participer, la convention, avec en annexe la liste des membres, sera signée par M. le Maire ou son représentant et Monsieur le Président du SYMIELECVAR.

En conséquence, il est demandé à l'assemblée délibérante :

- d'accepter le principe d'adhésion de la commune au groupement de commandes ayant pour objet l'achat d'électricité et d'adopter la convention de groupement jointe à la présente.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE :

- le principe d'adhésion de la commune au groupement de commandes mis en place par le SYMIELECVAR ayant pour objet l'achat d'électricité,
- d'adopter la convention de groupement jointe à la présente.

Transfert de la compétence optionnelle n° 8 « Maintenance Eclairage Public »

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR, qui expose à l'assemblée que conformément aux statuts du Syndicat Mixte de l'Energie des Communes du Var (SYMIELECVAR) qui ont fait l'objet d'un arrêté de Monsieur le Préfet du Var en date 04 novembre 2011 et par délibération du 30 juin 2011, la compétence optionnelle n°8 « **Maintenance Eclairage Public** » peut être transférée au SYMIELECVAR, pour la mission suivante :

- **Maintenance Eclairage Public** : le SYMIELECVAR se charge pour le compte des communes qui en font la demande, de la maintenance des réseaux d'éclairage public. Elle ne peut s'effectuer que sur la base d'un inventaire contradictoire réalisé en début de transfert. Le paiement des consommations d'électricité reste à la charge des communes.

Le Syndicat bénéficiera de la mise à disposition des ouvrages existants à entretenir. Les relations entre les collectivités seront régies par le règlement adopté par le Comité Syndical en date du 16 décembre 2011.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE :

- de confier au SYMIELECVAR la compétence optionnelle n°8 dans des conditions définies par l'article L-2224-31 du CGCT,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

8-Règlement intérieur du personnel communal

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commission du Personnel Communal et le Comité Technique ont travaillé sur un projet de règlement intérieur du Personnel Communal sous l'impulsion de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD pour exposer ce projet de règlement.

M. GIRAUD donne lecture de ce projet et le commente puis il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le règlement intérieur du personnel communal,

AUTORISE Monsieur le Maire à le mettre en œuvre à compter du 1^{er} mai 2015 et à donner les suites nécessaires à son application.

9-Médiathèque :

-Convention de partenariat avec l'association « Bilbok »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Médiathèque municipale « Montmajour » se propose de recevoir les jeunes membres de l'association « BILBOK » au sein de son infrastructure et mettre à leur disposition ses équipements pour organiser des animations.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention de partenariat à signer entre la commune et l'association « BILBOK ».

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la convention de partenariat à passer entre la Médiathèque communale « Montmajour » et l'association « BILBOK ».

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

- Politique documentaire (Charte des collections)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Médiathèque municipale souhaite mettre en place, sur les conseils de la Bibliothèque Départementale, une Charte des Collections.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de charte.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la Charte des Collections proposée par la Médiathèque Municipale

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette charte et à y donner les suites nécessaires à son application.

- Charte du bibliothécaire volontaire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Médiathèque municipale souhaite mettre en place une Charte du bibliothécaire volontaire (ou bénévole).

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de charte.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la Charte du Bibliothécaire volontaire ou bénévole proposée par la Médiathèque Municipale

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette charte et à y donner les suites nécessaires à son application.

10-Prêt de matériel et de locaux communaux aux associations - Annulation de la délibération du 21/06/2012 relative au versement d'une caution
--

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par délibération du 21 juin 2012, la précédente municipalité avait instauré le versement d'une caution par les associations lors du prêt par la Commune de matériel ou de locaux.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui explique que la mise en œuvre d'une telle mesure n'a jamais pu être effective car difficilement réalisable en pratique (encaissement de la caution par la Régie, puis remboursement total ou partiel, sortie d'argent par l'association,...) qui plus est, vu les montants fixés pour ces cautions (variant de 100 à 600 € selon le local, et de 35 € la chaise et 50 € la table).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur le retrait de la délibération du 21 juin 2012

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE le retrait de la délibération du 21 juin 2012 dont l'objet était l'instauration du versement d'une caution par les associations lors du prêt de matériel ou de locaux communaux.

DEMANDE à Monsieur le Maire de prendre toutes les dispositions requises suite à cette décision de retrait.

11-C.N.F.P.T. - Convention-cadre pour la formation en 2015 des agents communaux

Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée délibérante d'un projet de convention-cadre de partenariat proposé par le C.N.F.P.T. « PACA » visant à organiser des actions de formation collectives ou individuelles pour le personnel communal, en 2015, moyennant une participation financière de la collectivité.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention cadre de partenariat pour l'année 2015 avec le C.N.F.P.T. « PACA »

PRECISE que les crédits prévisionnels nécessaires sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 012).

12-Convention d'utilisation du stade de La Roguère avec l'association L'Entente Sportive du Bessillon » - Délibération du 20 décembre 2011 - Non reconduction

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par délibération du 20 décembre 2011, la précédente municipalité avait passé une convention d'utilisation du stade de « La Roguère » avec l'association « L'Entente du Bessillon » contre paiement d'une participation aux frais de fonctionnement des infrastructures de 2.000 € par an.

Il passe la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui indique à l'assemblée que l'association « L'Entente du Bessillon » a fusionné en juillet 2012 avec l'association valoise de football « LE SPORTING CLUB VALOIS ». En conséquence, la convention signée en avril 2012 doit être résiliée à compter de juillet 2012.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur la résiliation de la délibération du 20 décembre 2011.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la résiliation de la délibération du 20 décembre 2011 dont l'objet était la convention de mise à disposition du stade de « La Roguère » au profit de l'association « L'Entente du Bessillon ».

DEMANDE à Monsieur le Maire de prendre toutes les dispositions requises suite à cette décision de résiliation.

13-Convention 2015 avec la SPA pour limiter la prolifération des chats libres sur la Commune -

Monsieur le Maire passe la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement, qui donne lecture d'un projet de convention avec la S.P.A. qui se propose, pour l'année 2015, de mener une action déterminée en vue de lutter contre toute prolifération de la population féline errante sur le territoire communal. Les chats errants seront capturés, stérilisés et identifiés. Ainsi l'intérêt public local d'hygiène et de sécurité sera pris en considération à l'initiative et sous le contrôle de la S.P.A.

Monsieur CULINATI précise qu'en contrepartie de ces prestations, la Commune devra verser à la S.P.A. une participation de 1.200 € pour la capture de 30 chats sur l'année.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE les termes de la convention proposée par la S.P.A. pour 2015,

ACCEPTE l'octroi d'une participation de 1.200 € à la S.P.A. contre la capture de 30 chats errants et leur stérilisation sur une année

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal.

14-Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 24 mars 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, une seule décision dans le cadre de ses délégations :

-N° 8/2015 - Octroi d'une concession pour une case au columbarium (Mme LERICHE Monique)

Monsieur le Maire indique d'autre part que 10 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 24 mars 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND NOTE de la décision prise par Monsieur le Maire, depuis le 24 mars 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

- Questions orales

LA SEANCE EST LEVEE A 22h45.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER